

# SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2005-2006

3 MAI 2006

**Projet de loi tendant à privilégier l'hébergement égalitaire de l'enfant dont les parents sont séparés et réglementant l'exécution forcée en matière d'hébergement d'enfant**

*Procédure d'évocation*

## AMENDEMENTS

N° 1 DE MME de T' SERCLAES ET CONSORTS

Art. 2

**Apporter à l'article 374, § 2, proposé, les modifications suivantes :**

**A) Remplacer l'alinéa 3 par ce qui suit :**

*« Toutefois si le tribunal estime que l'hébergement égalitaire n'est pas la formule la plus appropriée au vu de la situation des parents et de l'intérêt de l'enfant, il peut décider de fixer tout autre type d'hébergement. »*

**B) Remplacer l'alinéa 4 par ce qui suit :**

*« En tout état de cause, le tribunal statue par un jugement spécialement motivé en tenant compte des circonstances concrètes de la cause, de la situation des parents et de l'intérêt de l'enfant. »*

*Voir:*

Documents du Sénat :

3-1645 - 2005/2006 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

# BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2005-2006

3 MEI 2006

**Wetsontwerp tot het bevorrechten van een gelijkmatig verdeelde huisvesting van het kind van wie de ouders gescheiden zijn en tot regeling van de gedwongen tenuitvoerlegging inzake huisvesting van het kind**

*Evocatieprocedure*

## AMENDEMENTEN

Nr. 1 VAN MEVROUW de T' SERCLAES C.S.

Art. 2

**De voorgestelde § 2 van artikel 374, wijzigen als volgt :**

**A) Het derde lid vervangen als volgt :**

*« Ingeval de rechtbank echter van oordeel is dat de gelijkmatig verdeelde huisvesting niet de meest passende oplossing is in het licht van de toestand van de ouders en van het belang van het kind, kan zij evenwel beslissen om elk ander type van verblijf vast te leggen. »*

**B) Het vierde lid vervangen als volgt :**

*« In ieder geval oordeelt de rechtbank bij een met bijzondere redenen omkleed vonnis, en rekening houdend met de concrete omstandigheden van de zaak, de toestand van de ouders en het belang van het kind. »*

*Zie:*

Stukken van de Senaat :

3-1645 - 2005/2006 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoeerd door de Senaat.

Justification	Verantwoording
Précision et réécriture du texte.	Nauwkeuriger herschrijven van de tekst.
<p>Nathalie de T' SERCLAES.            Christine DEFRAIGNE.            Jean-Marie CHEFFERT.</p> <p>N° 2 DE MME NYSSENS</p> <p style="text-align: center;">Art. 2</p> <p><b>À l'article 374, § 2, proposé, remplacer les alinéas 2 à 4 par ce qui suit :</b></p> <p>«<i>À défaut d'accord, en cas d'autorité parentale conjointe, le tribunal organise un hébergement alterné soit par périodes de durée égale, soit par périodes de durée différente, selon la formule la plus appropriée dans l'intérêt de l'enfant.</i></p> <p><i>À cet effet, il prend notamment en considération :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>1<sup>o</sup> la possibilité de favoriser, de la manière la plus équilibrée possible, la continuité et l'effectivité du maintien des liens de l'enfant avec chacun des parents;</i></li> <li><i>2<sup>o</sup> la pratique que les parents avaient suivie antérieurement ou les accords conclus précédemment entre eux;</i></li> <li><i>3<sup>o</sup> les sentiments exprimés par l'enfant, lors de son éventuelle audition pratiquée conformément à l'article 931 du Code judiciaire ou lors d'une éventuelle médiation pratiquée conformément aux articles 1724 et suivants du Code judiciaire;</i></li> <li><i>4<sup>o</sup> l'âge de l'enfant;</i></li> <li><i>5<sup>o</sup> l'aptitude de chacun des parents à assumer ses devoirs et à respecter les droits de l'autre;</i></li> <li><i>6<sup>o</sup> les résultats obtenus lors des expertises ou enquêtes éventuellement effectuées;</i></li> <li><i>7<sup>o</sup> la distance géographique qui sépare le domicile des deux parents;</i></li> <li><i>8<sup>o</sup> la possibilité pour l'enfant de conserver intacts son implantation scolaire, son réseau d'amis, ses activités parascolaires.</i></li> </ul> <p><i>La décision est motivée de manière circonstanciée ».</i></p>	<p>Nr. 2 VAN MEVROUW NYSSENS</p> <p style="text-align: center;">Art. 2</p> <p><b>In de voorgestelde § 2 van artikel 374, het tweede, derde en vierde lid vervangen als volgt :</b></p> <p>«<i>Bij gebrek aan akkoord, in geval van gezamenlijk ouderlijk gezag, legt de rechtbank een beurtelingse huisvesting vast, hetzij met tijdvakken van gelijke duur; hetzij met tijdvakken van verschillende duur, zulks op de meest passende wijze, in het belang van het kind.</i></p> <p><i>Daartoe houdt zij inzonderheid rekening met :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>1<sup>o</sup> de mogelijkheid om op de meest evenwichtige wijze als mogelijk is, de banden van het kind met elk der ouders continu en daadwerkelijk te behouden;</i></li> <li><i>2<sup>o</sup> de regeling die de ouders voordien hadden getroffen of de overeenkomsten die ze voordien hadden gesloten;</i></li> <li><i>3<sup>o</sup> de gevoelens die het kind heeft geuit toen het eventueel werd gehoord overeenkomstig artikel 931 van het Gerechtelijk Wetboek, dan wel toen eventueel een bemiddeling plaatsvond overeenkomstig de artikelen 1724 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek;</i></li> <li><i>4<sup>o</sup> de leeftijd van het kind;</i></li> <li><i>5<sup>o</sup> het vermogen van beide ouders om hun plicht te vervullen en de rechten van de ander in acht te nemen;</i></li> <li><i>6<sup>o</sup> de resultaten van de deskundigenonderzoeken of andere onderzoeken die eventueel zijn uitgevoerd;</i></li> <li><i>7<sup>o</sup> de geografische afstand tussen de woonplaatsen van beide ouders;</i></li> <li><i>8<sup>o</sup> de mogelijkheid voor het kind om dezelfde onderwijsinstelling te blijven bezoeken, zijn vriendenkring te behouden en zijn buitenschoolse activiteiten voort te zetten;</i></li> </ul> <p><i>Die beslissing wordt omstandig met redenen omkleed. ».</i></p>
Justification	Verantwoording
L'hébergement alterné apparaît comme la solution qui s'accorde le mieux, sur le plan symbolique, avec le principe de l'exercice	De beurtelingse huisvesting lijkt de oplossing die symbolisch het best aansluit bij het principe van de gezamenlijke uitoefening

conjoint de l'autorité parentale. Cependant, le projet à l'examen va très loin en la matière puisqu'il présente l'hébergement alterné de type égalitaire, c'est-à-dire un hébergement par périodes de durée strictement identique chez l'un et l'autre parent, comme un modèle légal.

1. Si l'hébergement alterné doit certainement être favorisé, nous ne soutenons pas l'idée de présenter l'hébergement égalitaire comme un modèle qui supplanterait les autres modes d'hébergement. En imposant au juge d'examiner par priorité la possibilité d'un hébergement égalitaire, le législateur, en quelque sorte, s'ingère dans la sphère privée des parents en leur dictant, d'une certaine façon, la bonne manière d'éduquer leurs enfants. Cela risque de culpabiliser les parents qui ne peuvent pas, pour des raisons matérielles, financières ou de disponibilité, s'orienter vers la mise en place d'une garde alternée, que ce soit par périodes de durée identique ou même par périodes de durée différente, pour leurs enfants ou qui ne sont pas favorables à un tel modèle, et discréditer leurs choix personnels.

Selon le projet, dès que l'hébergement égalitaire n'est pas possible, et cela pour de multiples raisons parfaitement justifiables, les parents sont supposés avoir opté pour un hébergement que l'on qualifie dans la loi de « non-égalitaire » ! En quoi un hébergement qui ne serait pas 50/50 mais qui pour des raisons tout à fait respectables, serait d'une proportion 40/60 serait-il « non-égalitaire » ? Ce vocable a une connotation morale, voire idéologique, regrettable. Nous aurions de loin préféré l'expression « hébergement alterné par périodes de durée identique ou différente »

L'exposé des motifs du projet de loi énonce de manière assez ambiguë que la loi doit nécessairement laisser aux tribunaux un pouvoir d'appréciation important, et que le modèle égalitaire n'est pas un modèle contraignant.

Toutefois, il est précisé que ce modèle devrait se généraliser. Comment en douter dès lors que le projet présente toute autre alternative comme « non-égalitaire ».

2. L'hébergement alterné (ou égalitaire) est souvent présenté comme la « vitrine de l'autorité parentale conjointe ». Or, elle n'en constitue qu'une des expressions possibles. Dans le domaine des relations humaines, c'est la qualité des moments et non la quantité des moments passés ensemble qui importe, de sorte qu'imposer une égalité stricte comme modèle n'a pas beaucoup de sens.

3. Une jurisprudence importante considère que l'hébergement égalitaire n'est possible qu'en cas d'accord des deux parties au motif principal que cette solution ne peut fonctionner que lorsque les parents s'entendent un minimum, à tout le moins sur les modalités d'hébergement. Le projet n'impose — certes et heureusement — pas l'hébergement égalitaire aux parents lorsque ceux-ci s'entendent entre eux sur un autre mode d'hébergement et ce que celui-ci n'est pas contraire à l'intérêt de l'enfant. Toutefois, en cas de désaccord entre parents, le juge pourrait, selon les termes du projet, imposer l'hébergement égalitaire à la demande d'un parent s'il juge que la réticence de l'autre parent n'est pas suffisamment ou justement motivée.

Comment garantir la réussite d'un système que l'on imposerait à un parent récalcitrant alors que ce sont précisément les parents qui sont censés en être les principaux acteurs ?

4. Enfin, la formule de l'hébergement alterné n'apparaît pas toujours comme la formule la plus appropriée à toutes les situations.

van het ouderlijk gezag. Het voorliggend ontwerp gaat hierin echter heel ver omdat het de gelijkmatig verdeelde beurtelingse huisvesting, dat wil zeggen huisvesting in tijdvakken van volstrekt gelijke duur bij elk van beide ouders, voorstelt als een wettelijk model.

1. Beurtelingse huisvesting moet ongetwijfeld worden gestimuleerd, maar we steunen het idee niet om gelijkmatig verdeelde huisvesting op te leggen als een model dat de andere huisvestingsmogelijkheden verdringt. Door de rechter op te leggen bij voorrang de mogelijkheid van gelijkmatig verdeelde huisvesting te onderzoeken, schendt de wetgever in een zeker opzicht de persoonlijke levenssfeer van de ouders, omdat hun in zekere zin de correcte opvoedingsmethode voor hun kinderen wordt voorgeschreven. Sommige ouders kunnen om materiële of financiële redenen, dan wel omdat ze niet beschikbaar zijn, niet opteren voor co-ouderschap ten behoeve van hun kinderen, hetzij in tijdvakken van gelijke duur, hetzij in tijdvakken van verschillende duur, of zijn niet voor een dergelijk model gewonnen. Door dat bij wet opgelegde model dreigen die ouders te worden opgezadeld met een schuldgevoel, alsmede wegens hun keuze met de vinger te worden gewezen.

Het ontwerp bepaalt dat zodra de gelijkmatig verdeelde huisvesting niet mogelijk is — om uiteenlopende, volstrekt verantwoorde redenen — de ouders geacht worden gekozen te hebben voor een huisvesting die in de wet « een ongelijk verdeeld verblijf » wordt genoemd ! Waarom zou een verblijf dat niet 50/50 is, maar om volstrekt gewettigde redenen de verhouding van 40/60 bezit, « ongelijk verdeeld » zijn ? Dat begrip heeft een betrekenswaardige morele, ja zelfs ideologische bijklink. Veel liever hadden wij de uitdrukking « beurtelingse huisvesting met tijdvakken van gelijke of verschillende duur » zien gebruiken.

De memorie van toelichting van het wetsontwerp stelt op vrij dubbelzinnige wijze dat de wet de rechtkanten een aanzienlijke beoordelingsbevoegdheid moet laten en dat gelijkmatig verdeelde huisvesting geen dwingend model is.

Toch zegt men erbij dat het model zou moet worden veralgemeend. Lijdt het dan enige twijfel dat het ontwerp elk alternatief als « ongelijk verdeeld » zal bestempelen ?

2. De beurtelingse (of gelijkmatig verdeelde) huisvesting wordt vaak « het uitstalraam van het gezamenlijk ouderlijk gezag » genoemd, hoewel die regeling slechts één van de mogelijke uitingsvormen van het ouderlijk gezag is. Op het stuk van de menselijke relaties is de kwaliteit, en niet de kwantiteit, van de met elkaar doorgebrachte tijd van belang. Het is dus niet erg zinvol volstrekte gelijkheid als model op te leggen.

3. De gelijkmatig verdeelde huisvesting is volgens een ovaalvrije rechtspraak alleen mogelijk wanneer beide partijen daarover overeenstemming hebben bereikt. Als voornaamste reden daarvoor geldt dat die oplossing alleen werkzaam kan zijn wanneer de ouders het ten minste eens zijn over de wijze waarop het kind wordt gehuisvest. Het is juist dat het ontwerp de gelijkmatig verdeelde huisvesting de ouders niet oplegt wanneer zij het eens zijn over een andere wijze van huisvesting die niet strijdig is met het belang van het kind, en dat is maar goed ook. Wanneer beide ouders het evenwel oneens zijn, kan de rechter volgens het ontwerp de gelijkmatig verdeelde huisvesting opleggen op verzoek van één van de ouders, wanneer hij oordeelt dat het bezwaar van de andere ouder onvoldoende of ontoereikend gemotiveerd is.

Hoe kan men het succes waarborgen van een regeling die men een onwillige ouder oplegt, terwijl precies de ouders er in de eerste plaats moeten voor zorgen dat die wordt uitgevoerd ?

4. Beurtelingse huisvesting blijkt ten slotte niet altijd de geschiktste formule in alle situaties.

Une telle solution, tout d'abord, se heurte à certaines difficultés pratiques. De fait, pour qu'elle puisse se réaliser au mieux, il faut, en premier lieu, que les domiciles respectifs de chacun des parents ne soient pas trop éloignés l'un de l'autre, afin de respecter l'intérêt de l'enfant qui doit pouvoir poursuivre ses activités scolaires et extrascolaires sans difficultés. En deuxième lieu, le succès de l'hébergement alterné dépend en grande partie de la situation financière des parents. Particulièrement onéreuse, cette formule n'est accessible qu'aux familles les plus aisées. Ajoutons enfin à ces deux difficultés le fait que des déménagements intempestifs perturbent le plus souvent les enfants, qui n'ont plus de lieu de vie « fixe ». L'hébergement alterné, ensuite, ne répond pas nécessairement aux spécificités de chaque situation. La plupart des psychologues s'accordent pour dire que l'alternance ne convient pas à certaines tranches d'âge. Cette observation concerne non seulement les enfants en bas âge (0 à 3 ans), qui ont encore besoin de la présence de leur maman, mais également les adolescents, qui ressentent souvent plus que d'autres le besoin de se fixer à un seul endroit. Comment le législateur pourra-t-il faire abstraction de telles observations, développées de façon presque unanimes par les milieux psychologiques ? De manière générale d'ailleurs, pourquoi refuser l'idée que, dans certains cas, l'enfant lui-même se sente mieux auprès de l'un de ses parents ?

Dans une matière où l'enjeu principal est l'intérêt particulier d'un enfant, il semble donc logique de s'en remettre au juge qui examinera, au cas par cas, les circonstances propres à chaque litige, même si cela implique une certaine imprévisibilité dans l'issue des procès.

Une question mérite d'être soulevée ici, et invite à la prudence en la matière. L'on peut en effet se demander si la solution d'un hébergement alterné de l'enfant n'est pas une formule qui répond davantage aux désirs des parents qu'à ceux de l'enfant. D'où la position très réservée de l'auteur à l'égard de la notion d'« intérêt des parents » inscrite dans le projet. Si la notion d'intérêt de l'enfant est consacrée légalement au niveau tant national qu'international, il n'en est pas de même de la notion d'intérêt des parents ! C'est d'un ensemble de critères dont le juge devra tenir compte, et d'abord et avant tout de l'intérêt de l'enfant, mais que rajoute cette notion malheureuse d'« intérêt des parents » ?

L'hébergement alterné, voire égalitaire, est-il toujours orienté, comme le veut la loi, vers l'intérêt de l'enfant ? Il importe, à cet égard, de sonder les motivations des parents : certaines de ces motivations sont négatives. Il s'agit de ne pas laisser trop de pouvoir à l'autre ou de ne pas permettre que l'enfant s'attache trop à l'autre, ou encore d'éviter que l'autre parent retrouve trop de liberté (pour se distraire ou se choisir un nouveau partenaire ...). Certains parents exigent alors l'hébergement alterné pour mieux contrôler la vie de l'autre.

En conclusion, malgré ses nombreux avantages, privilégier l'hébergement égalitaire par rapport aux autres modalités d'hébergement existantes reviendrait à nier la diversité des situations soumises à l'appréciation du juge, qui justifient une autre formule d'hébergement que l'on ne peut pas dès lors raisonnablement qualifier « de non-égalitaire ».

Tous ces motifs nous poussent à conserver le système actuellement prévu par notre Code civil, dans lequel l'hébergement alterné n'est qu'une possibilité parmi celles qui s'offrent au juge à défaut d'accord entre les parents, tout en l'aménageant.

Ainsi, pour éviter le problème d'imprévisibilité des procès, qui se pose avec l'actuel système du « cas par cas », il nous semble qu'il convient d'inscrire dans la loi une série de critères permettant de mieux canaliser l'action du juge qui aurait à connaître d'un litige

Vooreerst stuit dergelijke oplossing op praktische moeilijkheden. Idealiter mogen de respectieve woonplaatsen van beide ouders niet te ver van elkaar verwijderd zijn, wil men het belang van het kind vrijwaren, dat zijn schoolse en buitenschoolse activiteiten zonder problemen moet kunnen voortzetten. Ten tweede hangt het welslagen van beurtelingse huisvesting in hoge mate af van de financiële situatie van de ouders. Het is een zeer kostbare formule, die alleen haalbaar blijkt voor de meest gegoede gezinnen. Bovenop die twee problemen komt dan nog het feit dat het vele verhuizen de kinderen meestal in de war brengt, omdat ze geen « vaste » thuis meer hebben. Vervolgens is beurtelingse huisvesting niet noodzakelijk een geschikte oplossing voor bepaalde specifieke situaties. De meeste psychologen zijn het er immers over eens dat die formule niet geschikt is voor bepaalde leeftijdsgroepen. Die opmerking geldt niet alleen voor jonge kinderen (0 tot 3 jaar), die nog behoeft te hebben aan de aanwezigheid van hun moeder, maar ook voor adolescenten, die vaak meer dan anderen de behoeft voelen zich op één enkele plaats te vestigen. Hoe kan de wetgever doof blijven voor dergelijke opmerkingen, die psychologen nagenoeg unaniem onderschrijven ? Waarom zou men, in het algemeen, trouwens het idee verwerpen dat het kind zich in bepaalde gevallen beter voelt bij één van zijn ouders ?

In een aangelegenheid waarin het bijzonder belang van het kind primeert, lijkt het dus logisch dat men een beroep doet op de rechter, die geval per geval de specifieke omstandigheden van elk geschil onderzoekt, ook al betekent zulks dat de uitkomst van een proces tot op zekere hoogte onvoorspelbaar is.

Voorts moet hier een vraag worden gesteld, die aanzet tot omzichtigheid in deze aangelegenheid. Men kan zich immers afvragen of de oplossing van beurtelingse huisvesting van het kind geen formule is die veeleer aan de wensen van de ouders tegemoetkomt dan aan die van het kind. Vandaar dat indienster zeer terughoudend staat tegenover het begrip « belang van de ouders », dat in het ontwerp voorkomt. Het begrip « belang van het kind » is zowel nationaal als internationaal een erkend wettelijk begrip, maar dat geldt niet voor het begrip « belang van de ouders » ! De rechter zal rekening moeten houden met een geheel van criteria en voor alles met het belang van het kind, maar wat is de meerwaarde van het ongelukkige begrip « belang van de ouders » ?

Is de beurtelingse huisvesting altijd op het belang van het kind gericht, zoals de wet het wil ? In dat opzicht is het van belang te peilen naar de motivering van de ouders; bepaalde redenen zijn negatief getint. Het is hen er om te doen de ander niet al te veel macht te geven, te proberen te voorkomen dat het kind zich te veel aan de ander zou hechten dan wel dat de andere ouder te veel vrijheid zou verwerven (om zich te ontspannen of een nieuwe partner te zoeken enzovoort). Sommige ouders eisen derhalve de beurtelingse huisvesting om het leven van de ander beter te kunnen controleren.

Tot slot moet worden aangestipt dat ondanks de vele voordelen ervan, het bevoorrechten van de gelijkmatig verdeelde huisvesting ten opzichte van de andere bestaande huisvestingsformules, erop neerkomt dat men de diversiteit negeert van de situaties die aan het oordeel van de rechter worden voorgelegd en die een andere huisvestingsformule verantwoorden, welke bijgevolg redelijkerwijs niet kan worden omschreven als « ongelijk verdeeld ».

Al die motieven zetten ons ertoe aan de regeling te behouden waarin ons Burgerlijk Wetboek thans voorziet en ze aan te passen. Daar is beurtelingse huisvesting slechts één van de aan te passen mogelijkheden waarover de rechter beschikt wanneer de ouders het niet eens worden.

Om het knelpunt van de onvoorspelbaarheid van de processen, dat het gevolg is van de huidige regeling waarbij geval per geval onderzocht wordt, weg te werken, moet de wet voorzien in een aantal criteria om het optreden van de rechter die een uitspraak

concernant l'hébergement d'un enfant. Nous avions déposé une proposition de loi en ce sens tant à la Chambre qu'au Sénat. Le système que nous préconisons en matière d'hébergement est inspiré de la loi française du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale, la résidence alternée, la prostitution des mineurs, l'enlèvement international d'enfant.

À cet égard, l'auteur souligne qu'inscrire dans la loi une liste de critères n'est pas déraisonnable. Elle ne voit d'ailleurs pas bien pourquoi cette option a été rejetée alors que pour le second volet du projet, elle a, par contre, été retenue : en effet, en ce qui concerne l'exécution forcée des décisions judiciaires contenant des mesures relatives à la personne des enfants, le projet a été amendé et indique maintenant de manière précise tout l'arsenal de possibilités qui s'offrent au juge.

L'amendement détermine donc les critères dont le juge tient compte lorsqu'il fixe les modalités d'hébergement de l'enfant. Il s'agit notamment de :

1° la pratique que les parents avaient suivie antérieurement ou les accords conclus précédemment entre eux;

2° les sentiments exprimés par l'enfant, lors de son éventuelle audition ou lors d'une éventuelle médiation;

3° l'âge de l'enfant;

4° l'aptitude de chacun des parents à assumer ses devoirs et à respecter les droits de l'autre;

5° les résultats obtenus lors des expertises ou enquêtes éventuellement effectuées;

6° la distance géographique qui sépare le domicile des deux parents;

7° la possibilité pour l'enfant de conserver intacts son implantation scolaire, son réseau d'amis, ses activités parascolaires;

8° la possibilité de favoriser, de la manière la plus équilibrée possible, la continuité et l'effectivité du maintien des liens de l'enfant avec chacun des parents.

L'aptitude de chacun des parents à assumer ses devoirs vise l'aptitude non seulement psychologique, mentale mais aussi physique (état de santé) et matérielle (situation financière).

L'aptitude de chacun des parents à respecter les droits de l'autre vise à éviter les situations de perte du lien avec l'un des parents, pouvant aller jusqu'à ce que les psychologues appellent l'aliénation parentale.

Le juge tiendra également compte, parmi tous les critères, de la possibilité de choisir une formule qui favorise, de la manière la plus équilibrée possible, la continuité et l'effectivité du maintien des liens de l'enfant avec chacun des parents.

Ce critère implique aussi que le juge évitera de privilégier un hébergement égalitaire, si celui-ci a pour conséquence, en cas de recomposition familiale, que c'est le beau-parent qui, dans les faits, se charge de l'éducation quotidienne de l'enfant et non le parent biologique qui a réclamé l'hébergement égalitaire, ce dernier étant par exemple très souvent absent pour raisons professionnelles.

Enfin, le juge devra motiver sa décision de manière circonspecte.

moet doen over een geschil betreffende de huisvesting van een kind, beter te stroomlijnen. We hadden hiertoe een wetsvoorstel ingediend in Kamer en Senaat. De regeling van huisvesting die wij voorstellen is ingegeven door de Franse wet van 4 maart 2002 «relative à l'autorité parentale, la résidence alternée, la prostitution des mineurs, l'enlèvement international d'enfant»

Indienster onderstreept hierbij dat het opnemen van een lijst van criteria in de wet niet onredelijk is. Ze ziet overigens niet in waarom die mogelijkheid verworpen werd, terwijl er voor het tweede gedeelte van het ontwerp wel gebruik van is gemaakt : voor de dwanguitvoering van de rechterlijke beslissingen houdende maatregelen betreffende de persoon van het kind, werd het ontwerp immers geamendeerd en vermeldt het nu nauwkeurig het hele arsenaal aan mogelijkheden waarover de rechter beschikt.

Het amendement bepaalt dus de criteria waarmee de rechter rekening houdt wanneer hij de wijze van huisvesting van het kind bepaalt. Het gaat met name om :

1° de regeling die de ouders voordien hadden getroffen of de overeenkomsten die ze voordien hadden gesloten;

2° de gevoelens die het kind heeft geuit toen het eventueel werd gehoord, dan wel toen eventueel een bemiddeling plaatsvond;

3° de leeftijd van het kind;

4° het vermogen van beide ouders om hun plicht te vervullen en de rechten van de ander in acht te nemen;

5° de resultaten van de deskundigenonderzoeken of van andere onderzoeken die eventueel zijn uitgevoerd;

6° de geografische afstand tussen de woonplaatsen van beide ouders;

7° de mogelijkheid voor het kind om dezelfde onderwijsinstelling te blijven bezoeken, zijn vriendenkring te behouden en zijn buitenschoolse activiteiten voort te zetten;

8° de mogelijkheid om op de meest evenwichtige wijze als mogelijk, de banden van het kind met elk der ouders continu en daadwerkelijk te behouden.

Het vermogen van elk van beide ouders om hun plichten te vervullen, behelst niet alleen het psychologische en mentale aspect, maar ook het fysieke (gezondheidstoestand) en materiële (financiële situatie) aspect.

Het vermogen van elk van beide ouders om de rechten van de andere in acht te nemen, moet helpen te voorkomen dat de band met de ouders verloren gaat — een verschijnsel dat dermate ver kan gaan dat er sprake is van wat psychologen «oudervervreemding» noemten.

Een van de vele criteria waarmee de rechter ook rekening zou moeten houden, is de mogelijkheid een formule te kiezen die er op een zo evenwichtig mogelijke wijze voor zorgt dat de banden tussen het kind en elk van zijn ouders continu en daadwerkelijk behouden blijven.

Dat criterium impliceert ook dat de rechter niet voor de gelijkmatig verdeelde huisvesting zal kiezen indien die tot gevolg heeft dat, bij een nieuw samengesteld gezin, de stiefouder in feite de dagelijkse opvoeding van het kind op zich neemt, veeleer dan de biologische ouder die om de gelijkmatig verdeelde huisvesting had verzocht maar om beroepsredenen vaak afwezig is.

De rechter moet zijn beslissing ten slotte omstandig met redenen omkleden.

## N° 3 DE MME NYSSENS

(Amendement subsidiaire à l'amendement n° 2)

## Art. 2

**À l'article 374, § 2, alinéa 2, proposé, remplacer les mots «la possibilité de fixer l'hébergement de l'enfant de manière égalitaire» par les mots «la possibilité de fixer l'hébergement de l'enfant de manière alternée par périodes de durée égale».**

## Justification

Selon le projet, dès que l'hébergement égalitaire n'est pas possible, et cela pour de multiples raisons parfaitement justifiables, les parents sont supposés avoir opté pour un hébergement que l'on qualifie dans la loi de «non-égalitaire»! En quoi un hébergement qui ne serait pas 50/50 mais qui, pour des raisons tout à fait respectables, serait d'une proportion 40/60 serait-il «non-égalitaire»? Ce vocable a une connotation morale, voire idéologique, regrettable. Nous aurions de loin préféré l'expression «hébergement alterné» que celui-ci soit de périodes de durée identique ou de périodes de durée différente».

## N° 4 DE MME NYSSENS

(Amendement subsidiaire à l'amendement n° 2)

## Art. 2

**À l'article 374, § 2, proposé, remplacer l'alinéa 3 comme suit :**

*«Toutefois si le tribunal estime que ce type d'hébergement n'est pas adéquat, il choisit la formule d'hébergement la plus appropriée dans l'intérêt de l'enfant».*

## N° 5 DE MME NYSSENS

(Amendement subsidiaire à l'amendement n° 2)

## Art. 2

**À l'article 374, § 2, alinéa 4, proposé supprimer les mots «et des parents».**

## Justification

L'on peut en effet se demander si la solution d'un hébergement alterné de l'enfant n'est pas une formule qui répond davantage aux désirs des parents qu'à ceux de l'enfant. D'où la position très réservée de l'auteur à l'égard de la notion d'*«intérêt des parents»* inscrite dans le projet. Si la notion d'*«intérêt de l'enfant»* est consacrée légalement au niveau tant national qu'international, il

## Nr. 3 VAN MEVROUW NYSSENS

(Subsidiair amendement op amendement nr. 2)

## Art. 2

**In het tweede lid van de voorgestelde § 2 van artikel 374 de woorden «de mogelijkheid om de huisvesting van het kind op een gelijkmatige manier tussen de ouders vast te leggen» vervangen door de woorden «de mogelijkheid om een beurtelingse huisvesting van het kind met tijdvakken van gelijke duur bij beide ouders vast te leggen».**

## Verantwoording

Als de gelijkmatig verdeelde huisvesting om onverschillig welke perfect te rechtvaardigen reden niet mogelijk is, worden ouders in dit ontwerp verondersteld te hebben gekozen voor een huisvesting die men in de wet als «ongelijk verdeeld» kwalificeert! Waarom zou een verblijfsregeling die om volstrekt gewettigde redenen niet 50/50 is, maar 40/60, dan ongelijk verdeeld zijn? Deze woordkeuze heeft een betreurenswaardige morele en zelfs ideologische connotatie. Wij geven de voorkeur aan de uitdrukking «beurtelingse huisvesting, hetzij met tijdvakken van gelijke duur, hetzij met tijdvakken van verschillende duur».

## Nr. 4 VAN MEVROUW NYSSENS

(Subsidiair amendement op amendement nr. 2)

## Art. 2

**Het derde lid van de voorgestelde § 2 van artikel 374 vervangen als volgt :**

*«ingeval de rechtbank echter van oordeel is dat dit type van huisvesting niet geschikt is, kiest hij de huisvestingswijze die het best aansluit bij het belang van het kind».*

## Nr. 5 VAN MEVROUW NYSSENS

(Subsidiair amendement op amendement nr. 2)

## Art. 2

**In het vierde lid van de voorgestelde § 2 van artikel 374 de woorden «en de ouders» doen vervallen.**

## Verantwoording

Het is inderdaad zeer de vraag of de beurtelingse huisvesting van het kind niet veeleer tegemoet komt aan de wensen van de ouders dan aan die van het kind. De indienster heeft dan ook grote twijfels bij het concept «belang van de ouders» dat dit ontwerp gebruikt. Het concept «belang van het kind» wordt in nationale en internationale wetteksten bekragtigd, maar dat geldt niet voor het

n'en est pas de même de la notion d'intérêt des parents ! C'est d'un ensemble de critères dont le juge devra tenir compte, et d'abord et avant tout de l'intérêt de l'enfant, mais que rajoute cette notion malheureuse d'« intérêt des parents » ? L'hébergement alterné, voire égalitaire, est-il toujours orienté, comme le veut la loi, vers l'intérêt de l'enfant ? Il importe, à cet égard, de sonder les motivations des parents : certaines de ces motivations sont négatives. Il s'agit de ne pas laisser trop de pouvoir à l'autre ou de ne pas permettre que l'enfant s'attache trop à l'autre, ou encore d'éviter que l'autre parent retrouve trop de liberté (pour se distraire ou se choisir un nouveau partenaire ...). Certains parents exigent alors l'hébergement alterné pour mieux contrôler la vie de l'autre.

## N° 6 DE MME NYSSENS

(Amendement subsidiaire à l'amendement n° 2)

### Art. 2

#### **Compléter l'article 374, § 2, proposé par un alinéa 5, rédigé comme suit :**

« Il prend notamment en considération :

1<sup>o</sup> la possibilité de favoriser, de la manière la plus équilibrée possible, la continuité et l'effectivité du maintien des liens de l'enfant avec chacun des parents.

2<sup>o</sup> la pratique que les parents avaient suivie antérieurement ou les accords conclus précédemment entre eux;

3<sup>o</sup> les sentiments exprimés par l'enfant lors de son éventuelle audition pratiquée conformément à l'article 931 du Code judiciaire ou lors d'une éventuelle médiation pratiquée conformément aux articles 1724 et suivants du Code judiciaire;

4<sup>o</sup> l'âge de l'enfant;

5<sup>o</sup> l'aptitude de chacun des parents à assumer ses devoirs et à respecter les droits de l'autre;

6<sup>o</sup> les résultats obtenus lors des expertises ou enquêtes éventuellement effectuées;

7<sup>o</sup> la distance géographique qui sépare le domicile des deux parents;

8<sup>o</sup> la possibilité pour l'enfant de conserver intacts son implantation scolaire, son réseau d'amis, ses activités parascolaires ».

### Justification

Pour éviter le problème d'imprévisibilité des procès, qui se pose avec l'actuel système du « cas par cas », il nous semble qu'il convient d'inscrire dans la loi une série de critères permettant de mieux canaliser l'action du juge qui aurait à connaître d'un litige concernant l'hébergement d'un enfant. Nous avions déposé une proposition de loi en ce sens tant à la Chambre qu'au Sénat. Le

concept « belang van de ouders » ! De rechter moet rekening houden met een reeks criteria en in de eerste plaats met het belang van het kind. Wat brengt dat ongelukkige begrip « belang van de ouders » bij ? Stemt de gelijk verdeelde, beurtelingse huisvesting altijd overeen met het belang van het kind, zoals de wet dat eist ? Men moet in dat verband kijken naar de beweegredenen van de ouders : sommige daarvan zijn negatief. Men wil de andere ouder niet te veel zeggenschap laten of voorkomen dat het kind te veel gehecht geraakt aan de andere ouder, of juist beletten dat de andere ouder te veel vrijheid krijgt (om zich te vermaken of een nieuwe partner te vinden ...). Sommige ouders willen de beurtelingse huisvesting alleen om meer controle te hebben over het leven van de andere ouder.

## Nr. 6 VAN MEVROUW NYSSENS

(Subsidiair amendement op amendement nr. 2)

### Art. 2

#### **De voorgestelde § 2 van artikel 374, aanvullen met een vijfde lid, luidende :**

« zij houdt inzonderheid rekening met :

1<sup>o</sup> de mogelijkheid om op de meest evenwichtige wijze als mogelijk is, de banden van het kind met elk der ouders continu en daadwerkelijk te behouden;

2<sup>o</sup> de regeling die de ouders voordien hadden getroffen of de overeenkomsten die ze voordien hadden gesloten;

3<sup>o</sup> de gevoelens die het kind heeft geuit toen het eventueel werd gehoord overeenkomstig artikel 931 van het Gerechtelijk Wetboek, dan wel toen eventueel een bemiddeling plaatsvond overeenkomstig de artikelen 1724 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek;

4<sup>o</sup> de leeftijd van het kind;

5<sup>o</sup> het vermogen van beide ouders om hun plicht te vervullen en de rechten van de ander in acht te nemen;

6<sup>o</sup> de resultaten van de deskundigenonderzoeken of andere onderzoeken die eventueel zijn uitgevoerd;

7<sup>o</sup> de geografische afstand tussen de woonplaats van de beide ouders;

8<sup>o</sup> de mogelijkheid voor het kind om dezelfde onderwijsinstelling te blijven bezoeken, zijn vriendenkring te behouden en zijn buitenschoolse activiteiten voort te zetten. »

### Verantwoording

Om het huidige probleem van de onvoorspelbaarheid van de processen te voorkomen, dat te wijten is aan het systeem waarbij elk geval apart wordt behandeld, dient men in de wet een aantal criteria in te bouwen waardoor het optreden van de rechter die moet beslissen over een geschil waarbij het over de huisvesting van een kind gaat, beter wordt gestroomlijnd. Wij hebben een

système que nous préconisons en matière d'hébergement est inspiré de la loi française du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale, la résidence alternée, la prostitution des mineurs, l'enlèvement international d'enfant.

À cet égard, l'auteur souligne qu'inscrire dans la loi une liste de critères n'est pas déraisonnable. On ne voit d'ailleurs pas bien pourquoi cette option a été rejetée alors que pour le second volet du projet, elle a, par contre, été retenue : en effet, en ce qui concerne l'exécution forcée des décisions judiciaires contenant des mesures relatives à la personne des enfants, le projet a été amendé et indique maintenant de manière précise tout l'arsenal de possibilités qui s'offrent au juge.

L'amendement détermine donc les critères dont le juge tient compte lorsqu'il fixe les modalités d'hébergement de l'enfant. Il s'agit notamment de :

1° la pratique que les parents avaient suivie antérieurement ou les accords conclus précédemment entre eux;

2° les sentiments exprimés par l'enfant, lors de son éventuelle audition ou lors d'une éventuelle médiation;

3° l'âge de l'enfant;

4° l'aptitude de chacun des parents à assumer ses devoirs et à respecter les droits de l'autre;

5° les résultats obtenus lors des expertises ou enquêtes éventuellement effectuées;

6° la distance géographique qui sépare le domicile des deux parents;

7° la possibilité pour l'enfant de conserver intacts son implantation scolaire, son réseau d'amis, ses activités parascolaires;

8° la possibilité de favoriser, de la manière la plus équilibrée possible, la continuité et l'effectivité du maintien des liens de l'enfant avec chacun des parents.

L'aptitude de chacun des parents à assumer ses devoirs vise l'aptitude non seulement psychologique, mentale mais aussi physique (état de santé) et matérielle (situation financière).

L'aptitude de chacun des parents à respecter les droits de l'autre vise à éviter les situations de perte du lien avec l'un des parents, pouvant aller jusqu'à ce que les psychologues appellent l'aliénation parentale.

Le juge tiendra également compte de la possibilité de choisir une formule qui favorise, de la manière la plus équilibrée possible, la continuité et l'effectivité du maintien des liens de l'enfant avec chacun des parents.

Ce critère implique aussi que le juge évitera de privilégier un hébergement égalitaire, si celui-ci a pour conséquence, en cas de recomposition familiale, que c'est le beau-parent qui, dans les faits, se charge de l'éducation quotidienne de l'enfant et non le parent biologique qui a réclamé l'hébergement égalitaire, ce dernier étant par exemple très souvent absent pour raisons professionnelles.

Enfin, le juge devra motiver sa décision de manière circonstanciée.

Clotilde NYSSENS.

wetsvoorstel in die zin ingediend zowel in de Kamer als in de Senaat. De regeling waar wij wat de huisvesting betreft voorstander van zijn, is ingegeven door de Franse wet van 4 maart 2002 betreffende het ouderlijk gezag, de beurtelinge huisvesting, de prostitutie van minderjarigen en de grensoverschrijdende kinderontvoering.

Hierbij wenst de indienster van dit amendement te benadrukken dat het niet onredelijk is om in de wet een aantal criteria op te nemen. Het is trouwens niet duidelijk waarom deze optie verworpen is, terwijl ze in het tweede deel van het ontwerp wel wordt gebruikt. Waar het gaat om de dwanguitvoering van de rechterlijke beslissingen met betrekking tot maatregelen die kinderen betreffen, is het wetsontwerp gemaand en somt het nu precies het hele gamma op van mogelijkheden waarover de rechter beschikt.

Het amendement legt dus de criteria vast waarmee de rechter rekening houdt wanneer hij de huisvesting van het kind regelt. Het gaat inzonderheid om :

1° de regeling die de ouders voordien hadden getroffen of de overeenkomsten die ze voordien hadden gesloten;

2° de gevoelens die het kind heeft geuit toen het eventueel werd gehoord, dan wel toen eventueel een bemiddeling plaatsvond;

3° de leeftijd van het kind;

4° het vermogen van beide ouders om hun plicht te vervullen en de rechten van de ander in acht te nemen;

5° de resultaten van de deskundigenonderzoeken of andere onderzoeken die eventueel zijn uitgevoerd;

6° de geografische afstand tussen de woonplaats van beide ouders;

7° de mogelijkheid voor het kind om dezelfde onderwijsinstelling te blijven bezoeken, zijn vriendenkring te behouden en zijn buitenschoolse activiteiten voort te zetten;

8° de mogelijkheid om op de meest evenwichtige wijze als mogelijk is, de banden van het kind met elk der ouders continu en daadwerkelijk te behouden.

Het vermogen van elk van beide ouders om hun plichten te vervullen, behelst niet alleen het psychologische en mentale aspect, maar ook het fysieke (gezondheidstoestand) en materiële (financiële situatie) aspect.

Het vermogen van elk van beide ouders om de rechten van de andere in acht te nemen, moet helpen te voorkomen dat de band met de ouders verloren gaat — een verschijnsel dat dermate ver kan gaan dat er sprake is van wat psychologen « oudervervreemding » noemen.

Een criterium waarmee de rechter ook rekening zou moeten houden, is de mogelijkheid een formule te kiezen die er op een zo evenwichtig mogelijke wijze voor zorgt dat de banden tussen het kind en elk van zijn ouders continu en daadwerkelijk behouden blijven.

Dat criterium impliceert ook dat de rechter niet voor de gelijkmatig verdeelde huisvesting moet kiezen indien die tot gevolg heeft dat, bij een nieuw samengesteld gezin, de stiefouder in feite de dagelijkse opvoeding van het kind op zich neemt, veeleer dan de biologische ouder die om de gelijkmatig verdeelde huisvesting had verzocht maar om beroepsredenen vaak afwezig is.

De rechter dient ten slotte zijn beslissing omstandig met redenen te omkleden.

## N° 7 DE MME DEFRAIGNE ET CONSORTS

## Art. 2

**À l'article 374, § 2, alinéa 2, proposé, supprimer le mot « prioritairement ».**

## Justification

Les auteurs de l'amendement estiment que le projet véhicule une certaine idéologie puisqu'il établit une sorte de hiérarchie entre les différents types d'hébergement. En effet, si une des parties demande la garde égalitaire — donc par hypothèse l'autre parent demande un autre type de garde-, le juge doit privilégier ce mode d'hébergement puisqu'il doit l'*« examiner prioritairement »*. La garde égalitaire est donc présentée comme le mode d'hébergement de référence.

À la base de cette vision, deux arguments :

— d'une part, mettre fin à l'imprévisibilité des litiges et, dès lors, limiter le nombre de procès.

Or, d'après la commission famille de l'OBFG, il y aura toujours des procès en matière d'hébergement car c'est une matière où l'irrationnel intervient; nous n'empêcherons pas un parent de se considérer à tort ou à raison plus apte que l'autre parent à éléver leur enfant. Ensuite, mettre en exergue la garde égalitaire, va multiplier les demandes pour ce type d'hébergement suscitées par des motifs qui font fi de l'intérêt de l'enfant : Des parents demanderont la garde alternée parce qu'ils y ont droit, pour ennuyer l'autre partie, ou pour éluder le paiement de la contribution alimentaire.

Enfin, on peut craindre que certains parents ayant jusqu'ici accepté un autre mode d'hébergement auquel chaque partie, dont les enfants, s'est habituée revendiquent l'hébergement égalitaire.

Dès lors, le nombre de procès ne diminuera pas.

— d'autre part, l'égalité entre les parents.

Depuis la loi du 13 avril 1995, le principe de l'autorité parentale conjointe a consacré une forme d'égalité entre les parents. Chaque parent a les mêmes droits et devoirs à l'égard de son enfant. Le législateur ne parle pas de l'hébergement qui est laissé à l'appréciation du juge.

Les auteurs de l'amendement estiment qu'il ne faut pas aller plus loin en consacrant l'hébergement égalitaire. En effet, il faut permettre à chaque famille de déterminer librement le mode d'hébergement qui lui permettra de gérer au mieux la situation. Respecter la liberté, c'est en effet aussi ne pas nier la diversité des structures familiales, des situations affectives et matérielles, la diversité des cultures, la diversité des conceptions.

Par ailleurs, comme l'indiquait le représentant de l'OBFG lors du colloque « garde égalitaire : la référence » organisé au Sénat, le 14 janvier 2005, sur le sujet, « en Belgique francophone, l'hébergement alterné de type égalitaire est fréquemment ordonné et nous ne parlons pas des divorces par consentement mutuel, où ce mode d'hébergement est librement choisi par les parties. Il n'y a donc pas de difficulté pour que ce mode d'hébergement se

## Nr. 7 VAN MEVROUW DEFRAIGNE C.S.

## Art. 2

**In het tweede lid van de voorgestelde § 2 van artikel 374 de woorden « bij voorrang » doen vervallen.**

## Verantwoording

De indieners van het amendement vinden dat het wetsontwerp een zekere ideologie uitdraagt, aangezien het een soort hiërarchie opbouwt van de verschillende vormen van huisvesting. Immers, als één van de partijen de gelijkmatig verdeelde huisvesting aanvraagt en dus — hypothetisch — de andere ouder een andere vorm aanvraagt, moet de rechter die huisvesting verkiezen, aangezien hij die «bij voorrang» moet onderzoeken. De gelijkmatig verdeelde huisvesting wordt dus voorgesteld als de norm wat de huisvesting betreft.

De grondslag van deze zienswijze berust op twee argumenten :

— Enerzijds wil men een einde maken aan de onvoorspelbaarheid van de geschillen en het aantal processen beperken.

Volgens de gezinscommissie van de OBFG (Ordre des Barreaux francophones et germanophone), zullen er echter altijd processen worden gevoerd over de huisvesting, aangezien dit een materie is waar ook irrationele elementen bij komen kijken : we kunnen niet voorkomen dat de ene ouder — terecht of onterecht — meent beter geschikt te zijn voor het opvoeden van het kind dan de andere. De gelijkmatig verdeelde huisvesting vooropstellen zal het aantal aanvragen voor dit type van huisvesting doen toenemen, maar de motivering hiervan zal niet in het belang van het kind zijn. Ouders zullen de gelijkmatig verdeelde huisvesting aanvragen omdat «ze er recht op hebben», de andere partij willen dwarszitten, of willen ontsnappen aan het betalen van onderhoudsgeld.

Te vrezen valt bovendien dat sommige ouders, die tot dan toe een andere vorm van huisvesting hadden aanvaard waaraan alle partijen — ook de kinderen — gewend waren geraakt, nu een gelijkmatig verdeelde huisvesting zullen eisen.

Het aantal processen zal dus niet dalen.

— Het tweede argument heeft te maken met de gelijkheid tussen de ouders.

Sedert de wet van 13 april 1995 heeft het principe van de gedeelde ouderlijke macht een soort gelijkheid tussen de ouders ingevoerd. Iedere ouder heeft dezelfde rechten en plichten ten opzichte van zijn kind. De wetgever zegt niets over de huisvesting, die hij aan het oordeel van de rechter overlaat.

De indieners van het amendement vinden dat men niet zo ver hoeft te gaan dat men de gelijkmatig verdeelde huisvesting als eerste optie bevestigt. Men moet immers ieder gezin vrij laten zelf te bepalen welke vorm van huisvesting hen het beste in staat stelt om met de situatie om te gaan. Erbied voor de vrijheid wil ook zeggen dat men de diversiteit van de gezinsstructuren, van de affectieve en materiële omstandigheden, en van de culturen en de opvattingen niet ontket.

Zoals de vertegenwoordiger van de OBFG heeft gezegd tijdens het colloquium «gelijk verdeeld hoederecht, de norm», dat op 15 januari 2005 in de Senaat plaatshad, wordt in Franstalig België vaak de gelijkmatig verdeelde, beurtelinge huisvesting uitgesproken, ook in gevallen waar het niet gaat om scheiding door wederzijdse toestemming, waar de partijen vrij voor dit type van huisvesting kiezen. Er is volgens de OBFG dus geen bezwaar

développe, s'il se justifie, compte tenu notamment de l'intérêt de l'enfant, de l'implication des parents et des circonstances de fait.».

Par ailleurs, les auteurs considèrent qu'il ne faut pas minimiser les effets d'une telle consécration de la garde alternée pour nos concitoyens.

D'une part, certains parents se culpabilisent s'ils ne choisissent pas la garde égalitaire. On leur dira qu'ils ne sont pas de bons parents car ils ne s'investissent pas dans l'éducation de leurs enfants et qu'ils restent des «papa-walibi» ou, ça va en effet dans les deux sens, «des mamans walibi».

D'autres demanderont la garde égalitaire car ce projet la présente indéniablement comme la panacée. Seront-ils capables de l'assumer? Ce mode d'hébergement n'est pas évident. Et *quid* s'ils ne l'obtiennent pas? Là aussi ils seront envahis par des doutes préjudiciables: ils n'auront pas pu donner à leur enfant le mode d'hébergement qui est présenté comme étant le meilleur... nouvelle culpabilité.

Tant de tourmentes alors qu'en définitive c'est de toute façon le juge qui, comme avant ce projet de loi, décidera. Il fera en définitive toujours ce qu'il veut!

Or, les difficultés liées à la mise en place d'une garde alternée sont réelles.

Pour que la garde alternée marche, chaque protagoniste de la séparation doit être mu par une sincère et réelle volonté de recourir à ce type d'hébergement. Si elle est imposée à une personne récalcitrante, elle pourra très vite se transformer en «guerre alternée».

Au niveau matériel, il faut éviter de faire des enfants des petits nomades perpétuels. Vont s'imposer une deuxième chambre en bonne et due forme, un endroit où étudier, avoir un deuxième ordinateur de préférence.

Il y a toute une organisation logistique à assurer: assurer la continuité des activités scolaires et extra scolaires, un sac de sports et des vêtements propres pour la semaine qui doivent également être propres pour la semaine d'après, faute de temps pour les nettoyer.

Enfin, professionnellement, il n'est pas toujours évident de prendre en charge un enfant. Par exemple, comment un ouvrier qui fait des pauses ou une infirmière qui travaille la nuit vont-ils gérer une garde égalitaire? En finançant une gardienne?

Tout ceci est bien onéreux, ce qui conduit certains praticiens à conclure que la garde égalitaire est une mesure de classe principalement accessible aux familles plutôt aisées.

Christine DEFRAIGNE.  
Nathalie de T' SERCLAES.  
Jean-Marie CHEFFERT.

tegen een verdere uitbreiding van de huisvestingsregeling, als ze verantwoord is, meer bepaald rekening houdend met de belangen van het kind, met de inzet van de ouders en met de feitelijke omstandigheden.

De indieners van het amendement vinden echter dat men de gevolgen van de wettelijke bekraftiging van de gelijkmatig verdeelde huisvesting voor onze medeburgers niet moet bagatelliseren.

Enerzijds zullen een aantal ouders zich schuldig voelen wanneer ze niet voor de gelijkmatig verdeelde huisvesting kiezen. Men zal hen vertellen dat zij geen goede ouders zijn omdat zij niet in de opvoeding van hun kinderen investeren en liever «papa-walibi» of — dit geldt in beide richtingen — «mama-walibi» blijven.

Anderen zullen de gelijkmatig verdeelde huisvesting vragen omdat men deze regeling als een universele oplossing voorstelt. Zullen zij in staat zijn hiermee om te gaan? Deze vorm van huisvesting spreekt niet vanzelf. En wat gebeurt er als die niet wordt toegekend? Ook dan zullen zij door vooroordeLEN en twijfels worden overspoeld: zij hebben hun kind niet de huisvesting kunnen bieden die als «de beste» wordt voorgesteld ... nieuwe schuldgevoelens!

Zoveel zorgen dus, terwijl het uiteindelijk toch de rechter blijft die, net als vroeger, beslist. Hij kan nog altijd besluiten wat hij wil!

De problemen die voortvloeien uit de gelijkmatig verdeelde huisvesting zijn echter reëel.

Opdat die huisvestingsvorm kan werken, moet iedere betrokkenen bij de scheiding er eerlijk en ten volle aan meewerken. Indien dit aan een onwillig persoon wordt opgelegd, komt er vaak een «beurtelingse oorlog» van.

Op materieel vlak moet men zich ervoor hoeden van de kinderen kleine eeuwige zwervers te maken. Zij moeten een volwaardige tweede kamer hebben, een plek waar ze kunnen studeren, liefst ook een tweede computer.

Er is een hele logistiek waar men rekening mee moet houden: de continuïteit van de schoolactiviteiten en de naschoolse activiteiten, een sporttas en schone kleren voor de week, die opnieuw schoon moeten zijn voor de week daarna, terwijl er geen tijd is om alles te wassen.

Ten slotte is het ook in bepaalde beroepssectoren niet zo gemakkelijk om een kind in huis te hebben. Hoe kan een arbeider die in ploegendienst werkt, of een nachtverpleegster, de gelijkmatig verdeelde huisvesting aan? Gaan zij daarvoor een oppas betalen?

Dit wordt allemaal erg duur, wat sommige practici ertoe brengt te besluiten dat de gelijkmatig verdeelde huisvesting een klassengebonden maatregel is waar vooral gegoede gezinnen gebruik van kunnen maken.